

LE PRÉSENT AVENANT MODIFIE LA POLICE. VEUILLEZ LE LIRE ATTENTIVEMENT.

REVENU COMMERCIAL – AMÉLIORATION DE BASE

Le présent avenant modifie l'assurance décrite dans les documents suivants :

FORMULAIRE D'ASSURANCE DU REVENU COMMERCIAL EN CAS DE SINISTRE RÉEL (Bénéfices) (WA3200)

FORMULAIRE D'ASSURANCE DU REVENU COMMERCIAL (WA3250)

Le texte suivant est ajouté au paragraphe **3. Protections complémentaires** à la section **A – PROTECTION**. Si le **formulaire d'assurance du revenu commercial (WA3250)** s'applique à votre police, les Protections complémentaires suivantes ne modifient pas le Montant d'assurance figurant dans les Conditions particulières pour ce formulaire.

1. Revenu commercial tiré de dépendances

- (i) Nous verserons une indemnité pour la perte réelle de Revenu commercial qui vous est causée en raison de la suspension nécessaire de vos « activités » pendant la « période de remise en état ». Cette suspension doit résulter d'un sinistre matériel direct causé à une « dépendance » située n'importe où au Canada ou dans la zone continentale des États-Unis. La perte ou les dommages causés à ce bien doivent avoir été causés directement ou indirectement par un risque assuré.
- (ii) Le montant pour la Protection Revenu commercial tiré de dépendances précisé dans les Conditions particulières sous l'avenant Revenu commercial – Amélioration de base correspond à l'indemnité maximale que nous verserons pour la perte de Revenu commercial que vous subissez pour un incident de sinistre matériel causé directement ou indirectement à une « dépendance » par un risque assuré.
- (iii) Le texte qui suit remplace les paragraphes (a) et (b) de la définition du terme « **période de remise en état** » à la section **F. DÉFINITIONS**, mais uniquement en ce qui concerne une « dépendance » :
 - (a) commençant à la date du sinistre matériel direct causé directement ou indirectement par un risque assuré sur les lieux de la « dépendance »;
 - (b) prenant fin à la date à laquelle les biens se trouvant sur les lieux de la « dépendance » doivent être réparés, reconstruits ou remplacés, dans un délai raisonnable et par des biens de qualité similaire.
- (iv) Le texte suivant est ajouté à la section **F. DÉFINITIONS** :

« **dépendance** » Bien exploité par des tiers et dont vous dépendez pour la fourniture de matériaux ou de services, à vous ou à d'autres, pour votre compte. Toutefois, tout bien qui fournit les services suivants n'est pas considéré comme une « dépendance » :

 - (a) eau;
 - (b) communications;
 - (c) énergie.

2. Prolongation de la période de remise en état en raison de règlements administratifs

- (i) Si un sinistre matériel direct causé par un risque assuré touche des biens se trouvant sur les lieux désignés dans les Conditions particulières, nous verserons une indemnité pour la perte réelle de revenu commercial ou de « valeur locative » que vous subissez durant la prolongation raisonnable et nécessaire de la « période de remise en état » causée directement ou indirectement par l'application d'un règlement administratif qui :
 - (1) régit la démolition, la construction ou la réparation d'un bien;
 - (2) établit le zonage ou les exigences en matière d'utilisation du sol sur les « lieux désignés »;
 - (3) est en vigueur au moment du sinistre.

- (ii) La présente protection complémentaire n'inclut pas les pertes causées directement ou indirectement par l'application d'un règlement administratif qui exige de l'assuré ou d'un tiers qu'il procède à des tests, au contrôle, au nettoyage, à l'élimination, au confinement, au traitement, à la détoxification ou à la neutralisation, ou à tout autre moyen d'intervention ou d'évaluation, relativement à des « polluants » ou aux effets de « polluants ».
- (iii) Le montant d'assurance pour cette protection complémentaire est précisé dans les Conditions particulières, sous l'avenant Revenu commercial – Amélioration de base.
- (iv) Le texte suivant remplace l'alinéa (i) de la définition du terme « **période de remise en état** » fournie à la section **F. DÉFINITIONS** :
 - (i) régit la démolition, la construction ou la réparation d'un bien ou établit le zonage ou les exigences en matière d'utilisation du sol aux lieux désignés, sous réserve de la Protection complémentaire relative à la Prolongation de la période de remise en état en raison de règlements administratifs; ou

3. Frais professionnels

Vous pouvez étendre l'assurance prévue à la présente protection Revenu commercial aux dépenses raisonnables que vous engagez pour préparer, produire ou certifier tout document dont nous avons besoin pour justifier votre perte. Nous ne verserons aucune indemnité pour :

- (i) frais juridiques;
- (ii) frais relatifs aux experts en sinistres indépendants;
- (iii) frais relatifs à une société de courtage d'assurance;
- (iv) dépenses ou frais facturés par vous, votre associé ou un membre de votre personnel.

Le montant d'assurance pour cette protection complémentaire est précisé dans les Conditions particulières, sous l'avenant Revenu commercial – Amélioration de base.

Toutes les autres dispositions demeurent inchangées.